

Face au retour de la guerre en Europe, la Conférence sur l'avenir de l'Europe est l'occasion de lancer les réformes nécessaires des traités pour créer une Union fédérale.

La guerre est de retour en Europe. Dans ces heures sombres de notre histoire, que nous n'avons jamais voulu revivre, nous sommes aux côtés du peuple ukrainien.

Le retour du visage démoniaque du nationalisme est aussi pour nous, Européens, un rappel décisif que le temps est venu d'achever le projet européen, qui est né précisément pour empêcher la guerre et le despotisme en Europe à nouveau.

Pour l'instant, l'UE fait preuve d'unité et de détermination face à cette dramatique menace commune ; mais une fois de plus, sa force réside dans la réaction, et non dans l'action. L'UE manque de compétences réelles en matière de politique étrangère et de sécurité, de politique de défense, de politique industrielle et énergétique, et en un mot, elle n'est pas politiquement armée pour agir efficacement. Même son union économique est incomplète, puisque nous n'avons pas d'union fiscale ni de budget fédéral.

La Conférence sur l'avenir de l'Europe est née comme une expérience de démocratie supranationale pour impliquer directement les citoyens et favoriser l'émergence d'un débat politique véritablement européen sur l'avenir de l'UE. Les institutions européennes se sont engagées, en signant une déclaration commune, à donner une suite concrète aux demandes émanant des citoyens à travers la plateforme numérique et aux recommandations des panels, sans tabou. D'autant plus aujourd'hui, en ce moment dramatique, nous devons tenir cette promesse et respecter la volonté des citoyens, qui est devenue très claire : plus de démocratie européenne, la définition de la politique de l'UE par des mécanismes démocratiques et une plus grande efficacité et capacité d'action des institutions européennes. En conclusion, les idées fédéralistes sont apparues très clairement sur la plate-forme, en premier lieu dans leurs domaines respectifs (Démocratie européenne - Plus forts ensemble : une Fédération européenne démocratique ; Une économie plus forte, la justice sociale et l'emploi : Faire fonctionner le budget de l'UE pour les Européens : une Union fiscale ; Autres idées : Pour une souveraineté européenne : les réformes nécessaires).

Nous appelons donc le Bureau exécutif de la Conférence, les présidents des groupes de travail, les membres de la plénière et les institutions représentées au sein de la CoFoE à respecter la volonté des citoyens. Plus encore, à l'heure où l'Union européenne doit adapter ses institutions face aux nouveaux défis dramatiques engendrés par l'agression de la Russie, nous devons souligner dans les conclusions de la conférence :

- 1) la nécessité de réformes institutionnelles concrètes pour créer une union politique fédérale
- 2) la demande de convoquer une Convention pour réformer les Traités

La Conférence doit être à la hauteur de l'ampleur du moment dramatique actuel. Face au retour de la guerre, nous ne pouvons plus différer la construction d'une Union souveraine, démocratique et fédérale.

Pour l'UEF
Sandro GOZI, député européen,
President



Pour les JEF
Antonio ARGENZIANO
President

